

## **Appel à manifester le samedi 1<sup>er</sup> février à 14h**

### **Contre la loi anti-avortement en Espagne**

#### **Rassemblement devant le consulat d'Espagne (4 bd Jean Jaurès)**

Le gouvernement de droite de Mariano Rajoy a approuvé vendredi 20 décembre 2013 **un projet de loi portant atteinte au droit à l'avortement en Espagne**, sous couvert d'une loi organique de «protection de la vie et des droits de la femme enceinte». Au mépris des recommandations de l'OMS et de l'ONU, **le conseil des ministres espagnol est revenu sur une avancée majeure pour les femmes** : la loi de 2010 qui légalisait l'avortement jusqu'à 14 semaines de grossesse - 22 pour raison médicale.

Désormais **l'avortement sera interdit, sauf dans 2 cas** : - grave danger pour la vie ou la santé physique ou psychologique encouru par la femme (diagnostic émis par deux médecins différents et étrangers à l'établissement pratiquant l'avortement) ; - viol, à la condition qu'il y ait eu dépôt de plainte.

**Les femmes espagnoles ne pourront plus maîtriser leurs maternités** et seront de fait considérées comme des **sous-citoyennes**, incapables de décider par elles-mêmes.

Ceci aurait pu être évité si le Parlement européen n'avait pas rejeté le 10 décembre 2013 un texte (rapport Estrela), qui réclamait pour les femmes un accès généralisé à la contraception et à l'avortement sûr. Cette démarche du gouvernement espagnol s'inscrit dans **un mouvement européen réactionnaire et conservateur, qui n'a toujours pas accepté le droit des femmes à disposer d'elles-mêmes** : l'Espagne s'ajoutera à la liste des pays qui interdisent (Malte) ou limitent l'accès à l'avortement (Irlande, Pologne). En Suisse, les citoyens devront se prononcer sur la fin du remboursement de l'IVG par les caisses d'assurance maladie, une proposition d'initiative populaire qui sera soumise au vote le 9 février.

Nous exigeons que **la loi espagnole actuelle soit maintenue !**

Nous demandons que ce droit **fondamental à l'avortement soit garanti pour toutes les femmes** au niveau européen !

Nous interpellons nos élu-e-s européen-ne-s pour la défense d'**un autre projet de société pour tous les citoyen-ne-s !** Celui de l'égalité entre les femmes et les hommes.

**Nous sommes toutes et tous concerné-e-s !**